Les jeunes ne paieront pas leur crise !

Alors que chaque jour s'aggrave la crise du système économique et financier, les politiques d'austérité font des jeunes une génération sacrifiée !

Partout en Europe, les gouvernements font payer aux peuples, les jeunes en tête, la lourde addition de la crise, avec des conditions de vie, d'études et de travail toujours plus dures faisant de nous une génération de précaires de longue durée.
Pendant ce temps, les grandes entreprises françaises ont fait plus de 80 000 000 000 d'euros de profits en 2010. Autant de zéros que l'on ne retrouve pas sur nos fiches de paies ou dans nos portes monnaie, pas dans nos écoles, ni dans nos hôpitaux, ni dans nos logements, dans nos transports, etc.

La droite a non seulement transformé les dettes des banques en dette publique, mais elle a également multiplié les exonérations d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises !

« On a pas le choix, c'est de la faute de la dette », c'est par cette imposture que Nicolas Sarkozy veut nous imposer la fameuse « règle d'or ». Son principe est simple: il s'agit d'inscrire dans la constitution la politique d'austérité et d'injustice sociale que son gouvernement mène. Le message est clair : élisez qui vous voulez, pourvu que les marchés et les agences de notations gardent le pouvoir pour amputer les services publics, les salaires et toutes les dépenses de l'état… Ce serait un véritable coup de force contre la démocratie !

Alors que pour sortir de la crise politique et économique, nous avons besoin de coopérations et de solidarités nouvelles entre les peuples, les gouvernements européens enfoncent le clou de la contrainte et de la concurrence. Les dernières mesures annoncées par le gouvernement participent à la même logique : toujours plus pour ceux qui ont tout ; toujours moins pour ceux qui travaillent, toujours moins pour les jeunes !
Incapables de changer de politique, la droite appui sur l'accélérateur et ne fait qu'amplifier les conséquences et les logiques de la crise.

Pour sortir de cette impasse, il faut opposer la dictature financière à la mobilisation du peuple !

Réunion publique
Mercredi 19 octobre
18H Amphi B 1 Rennes 2 (Metro Villejean)

Pourquoi nous, en tant que jeunes, nous devons nous mobiliser !

Parce que dans ce contexte noir pour la population, le gouvernement, plus tourné vers les marchés financiers et le triple A, demande aux jeunes de payer la crise qu'ils n'ont pas provoquée.

De plus, ils en sont les premiers victimes ; plan de rigueur, baisse de budget dans les services publics, fermetures de centres IVG, absence d'emploi à la sortie de l'enseignement supérieur… Mais aussi les premiers payeurs ; hausse des frais d'inscription, hausse des frais de sécurité sociale étudiante, hausse du ticket RU, hausse des tarifs des mutuelles étudiants …

Nous refusons la politique du pilori qui consiste à faire croire aux jeunes qu'ils sont responsables de la crise du capitalisme et qu'il leur revient donc le droit de se sacrifier, pour les actionnaires puissent toucher des millions.

Il faut que l'état réinvestisse dans les services publics, dans l'emploi des jeunes, dans le logement, dans la santé, dans l'éducation. C'est à cela que l'argent doit servir !

Le 15 octobre, nous appelons les jeunes à être massivement dans les rues de France et d'Europe pour répondre à l'appel des jeunes espagnols,

Ainsi qu'aux initiatives qui seront prise dans le cadre de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 11 Octobre !

Crise, dette : nous ne devons rien, nous ne paierons rien !

Nous exigeons :

- Le retrait des mesures d'austérités du Plan Fillion
- De nos sénateurs et députés qu'ils votent contre la règle d'or
- L'arrêt des suppressions de postes dans l'Education Nationale, un plan pluriannuel d'embauches de professeurs, infirmières, conseillers d'orientation et un investissement massif dans l'ensemble des services publics
- Un plan d'emploi des jeunes, refaisant du CDI la norme d'embauche
- La mise en place d'un statut social de la jeunesse pour les jeunes en formation et en insertion comprenant une allocation d'autonomie
- Le retour de la retraite à 60 ans, à taux plein, et la prise en compte des années d'études dans le calcul des annuités

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES — UEC — NPA JEUNES NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE — les Jeunes Socialistes LE MOUVEMENT — unef le syndicat étudiant